

Synthèse du groupe de travail N°2 : « CONDITIONS DE TRAVAIL »

1^{ER} POINT : LA QUESTION DES EFFECTIFS DANS LES CLASSES

La CGT Educ'action du Var porte la volonté d'une baisse des effectifs dans les classes dans tous les niveaux, de l'école primaire jusqu'au lycée.

- En classe primaire, les effectifs pour assurer des conditions de travail satisfaisantes et de réussite de tous les élèves ne doivent pas dépasser 24 élèves, voire 20, notamment dans les zones de plus en plus nombreuses où l'on constate des difficultés familiales et sociales qui rejaillissent sur les enfants (et ce ne sont pas seulement les REP Plus), et pour tenir compte de la politique d'inclusion du gouvernement, qui implique que tous les élèves, quelques soient leur handicap, soient accueillis.

- En collège la CGT éduc'action du Var porte la même ambition de ne pas dépasser des effectifs de 24 élèves, en y comptant les éventuels élèves intégrés d'ULIS et de SEGPA. La CGT portera dans le cadre des conseils d'administration cette volonté lors du vote des DGH. Elle sera particulièrement attentive lors de la rentrée sur les effectifs annoncés. Il nous semble qu'une information et mobilisation forte pour contester des effectifs pléthoriques et des conditions de travail dégradées peut-être fédératrice au sein des salles des professeurs. Cette revendication pourra être portée au-delà des salles des professeurs vers les parents d'élèves et leurs associations. Les modalités de cette communication restent à définir et à organiser.

PROPOSITION 1 - En lycée général et technologique la proposition d'effectifs est à 24 également, afin d'assurer un enseignement de qualité de la seconde à la terminale.

PROPOSITION 2- Pour les lycées professionnels : les effectifs ne doivent pas dépasser 15 élèves en BAC pro et 12 élèves en CAP. Cela veut donc dire qu'il faut mettre un terme à la réforme de la voie professionnelle avec la fin des « Familles des métiers », réduisant considérablement la pratique en atelier et donc la qualité des connaissances et de la pratique, tout cela dans une logique purement comptable (regroupement d'élèves donc besoin de moins d'enseignants).

C'est par l'école que les élèves reçoivent une culture, des connaissances, des savoirs professionnels. L'émancipation commence à l'école et se poursuivra dans leur entreprise. Il faut donc leur donner les moyens de le faire. La lutte contre le système capitaliste commence dès le plus jeune âge.

2eme POINT : TEMPS DE TRAVAIL / TACHES ANNEXES ET GLISSEMENT DES TACHES / CHARGE MENTALE

Constat : Une augmentation généralisée du temps de travail et une multiplication des tâches annexes (administratives notamment) à tous les niveaux.

L'Éducation est certes le plus « gros employeur » de France, mais c'est aussi le plus gros pourvoyeur de travailleurs précaires.

- En école élémentaire, on constate une augmentation des lourdeurs administratives (PPRE, PAI, gestion du logiciel d'inscriptions, remontées vers l'inspection, multiplication des documents à compléter et documents pour rendre compte) lourdeurs encore plus prégnantes pour les directrices et directeurs. La multiplication des problèmes sociaux à gérer par les P.E et les équipes au sein des écoles, afin de pallier le manque d'effectifs de personnels dédiés : médecins et infirmières scolaires, Assistantes sociales, psychologues, AESH, RASED, en nombre largement insuffisants.
- En collège et en lycée, un alourdissement de la charge de travail des professeurs principaux qui remplacent les conseillers d'orientation psychologue devenus psy-EN, doivent recevoir individuellement les familles, et qui prennent en charge le travail de secrétariat pour ce qui concerne notamment le domaine de l'orientation. La multiplication des réunions qui se superposent : liaisons école /collège, collège/lycée, conseils de cycles, conseil pédagogique et conseil d'administration, réunions dans lesquelles la parole, l'expertise et les demandes des enseignants ne sont que peu entendues.... A cela s'ajoute la charge de travail liées à notre enseignement : des classes toujours plus chargées (voir point précédent), des évaluations par compétences ou des évaluations également dévolues aux enseignants : certification PICX, sécurité routière, préparation à l'oral du DNB sans aucun cadre horaire dédié.
- De plus, les enseignants obéissent à des ordres, des contre-ordres dénués de sens, irrationnels (Exemple de Samuel PATY, la réforme BLANQUER). Il y a donc une perte de sens au travail. Les enseignants sont dépossédés de leur travail d'enseigner. Ils deviennent aliénés. Plus que jamais, il faut une réelle émancipation de tous.
- Il y a de plus en plus une pratique autoritaire de la hiérarchie (convocations, menaces de sanctions, mépris, retraites) que Mr BLANQUEUR ne fait que poursuivre. Sous couvert de mots stériles, ils exercent une lutte des classes. Le personnel de l'Éducation nationale doit se préparer à lutter. La lutte des classes se construit et se fait chaque jour.

La CGT éduc'action Var porte comme revendications :

- Le refus de cet alourdissement des tâches qui se fait aux dépens de nos enseignements et du temps réellement consacré aux élèves.
- Le recrutement dans l'académie de Nice de personnels spécifiques en nombre suffisant : RASED en école primaire, conseillers d'orientations présents sur un temps suffisant dans les établissements pour gérer avec les professeurs les moments importants d'orientation des élèves afin de les soutenir et les conseiller dans leurs projets et leurs choix, des médecins et infirmières scolaires, des assistantes sociales pour prendre en charge les problématiques sociales et de santé publique à l'intérieur des établissements. L'embauche en nombre suffisant d'AESH (qui doit être un personnel qualifié, formé et justement rémunéré) afin de répondre aux besoins des élèves en situation de handicap et de répondre ainsi aux exigences de la loi sur le handicap et de mettre réellement en œuvre une école inclusive. Ce recrutement doit se faire à tous les niveaux.
- La CGT éducation porte également de façon plus globale le projet d'une diminution du temps de travail (18h pour le premier degré au lieu de 27H hebdomadaires dues à ce jour) et l'augmentation du nombre de postes proposés aux différents concours de l'Éducation Nationale.
- La titularisation de l'ensemble des contractuels. Comment se fait-il que depuis des années, des enseignants restent précaires alors qu'ils font un travail de qualité ; ? Comment expliquer que certains ne soient pas renouvelés, souvent pour des raisons plus que douteuses.
- La création d'un vrai statut pour les AED et les AESH, ce dernier corps de métier étant souvent occupé par des femmes. Les AED, ne sont plus des postes occupés par de jeunes étudiants préparant des concours d'enseignants mais au contraire par des travailleurs ayant déjà une carrière. Pour cela, il faut que ces corps de métiers soient rendus pérennes avec des temps pleins sur un établissement et surtout qu'ils deviennent fonctionnaire de l'Éducation Nationale avec une grille de traitements.
- Le retour des personnels de la région et du département, au sein de l'Éducation Nationale. La séparation en fonctionnaires de l'Éducation nationale et Territoriale ne fait que dégrader les conditions de travail.
- Le remplacement systématique d'enseignants, qui est inexistant quand le professeur est absent une semaine surtout dans le second degré. Cela a des conséquences sur les apprentissages des élèves.
- Augmentation du traitement des enseignants de 500 euros nets.

- L'arrêt des réformes BLANQUER.
- Le retour des commissions paritaires. Leur disparition est un net recul de la démocratie.
 - * L'arrêt des RDV de carrière, système opaque et inégalitaire.
- Recrutement massif d'enseignants, D'AESH, d'AED.

3eme POINT : LA SANTE AU TRAVAIL

- La CGT éduc'action Var porte comme revendication, l'évaluation et la prise en compte de la charge mentale toujours plus accrue pour les personnels, confrontés aux situations présentées dans les 2 points précédents, afin de faire diminuer les situations de mal-être, d'épuisement, de burn-out, de dépressions et même parfois de suicides qui apparaissent dans les salles des professeurs.
- La CGT éduc'action constate une médecine du travail inexistante dans les établissements et donc un suivi de la santé des salariés lui aussi inexistant. Aucune prévention, aucune attention portée à des collègues qui souvent souffrent en silence.
- La CGT constate des bâtiments et locaux où la sécurité des personnels n'est pas toujours assurée, avec notamment des établissements où l'on constate la présence d'amiante, et une information assez opaque sur ces situations pour ce qui concerne l'exposition des personnels.
- La CGT éduc'action porte comme revendication une réelle prise en charge de la santé physique et psychologique des personnels par le recrutement de médecins du travail et la mise en place de visites médicales régulières.
- L'Éducation Nationale n'a pas d'équivalent de comité d'entreprise. Revendication de la CGT éduc'action : La création d'un comité avec des centres de vacances. Le repos est un élément essentiel et cela ne peut être que bénéfique pour le personnel.

4eme POINT : MANQUE DE CONSIDERATION, INFANTILISATION ET « GRANDE MUETTE »

- Les personnels constatent une absence de plus en plus flagrante de « dialogue social » dans les établissements, un dialogue de plus en plus compliqué avec les équipes de direction pour le secondaire, et avec l'IEN pour le primaire, dont les méthodes managériales laissant peu de place à un climat apaisé. A cela s'ajoute trop souvent un manque de considération, une infantilisation flagrante et une volonté de diviser les personnels par une gestion individualisée du rapport chef d'établissement/enseignant, le plus souvent derrière une porte fermée. La CGT éduc'action du Var se doit de soutenir et d'accompagner les collègues dans ses situations.
- Les personnels constatent un déficit de communication, de soutien et d'information des personnels notamment dans les situations de difficulté ou de crise. La gestion scandaleuse de l'hommage à notre collègue Samuel Paty assassiné en Octobre 2020 en est un exemple les plus flagrants. La marche arrière du ministère refusant d'accorder deux heures aux collègues afin de se rassembler et de mettre en place un hommage digne, a montré le manque de considération et porté l'écœurement au sein des salles des professeurs.

L'information autour du COVID a elle aussi été calamiteuse dans les derniers mois : enseignants prévenus par les chaînes d'informations, ordres et contre-ordres, masques dangereux, impréparation totale du « distanciel » avec des collègues livrés à eux-mêmes et utilisant leur propre matériel et connexions, visio-conférences non sécurisées.... Classes à trente pendant des mois et refus pendant longtemps de créer des demi (en primaire, les enseignants sont restés toute l'année face à des classes entières et des enfants non masqués jusqu'aux vacances de la Toussaint), mais jauges à 6 dans les réunions.

La CGT éduc'action Var soutiendra toutes les initiatives qui refusent cette gestion des personnels archaïque et dépassée et revendique au côté des personnels une information claire, précise, objective pour tous les domaines qui concernent notamment les situations de crise. (Pandémie, amiante dans les établissements, situations de crise avec un élève et/ou sa famille, notamment pour les PE en contact direct et permanent avec les parents, soutien des personnels autour des questions liées à la laïcité et de son enseignement en classe...)